



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 12 avril 2022

**portant mise en demeure à la société THERMO-CLEAN France S.A.S.
de respecter certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018
portant prescriptions complémentaires au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 portant prescriptions complémentaires au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement à la société THERMO-CLEAN France S.A.S,

Vu la visite d'inspection du site le 4 février 2022,

Vu le rapport de contrôle inopiné du 29 octobre 2021 sur les rejets atmosphériques de la société DEKRA,

Vu le rapport du 17 mars 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 20 juin 2018 susvisé prescrit que les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques en COVT sont de 20 mg/Nm³ en concentration et de 70 g/h en flux horaire,

Considérant que le rapport de contrôle du 29 octobre 2021 a relevé des dépassements sur les VLE des COVT (318 mg/Nm³ et 211 g/h)

Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société THERMOCLEAN, désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Z.I. Les Platières 3039 Route de Ravel, F-69440 SAINT-LAURENT D'AGNY est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois après notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2018 susvisé :

« Le tableau fixant les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2006 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Concentration mg/Nm3</i>	<i>Flux horaire g/h</i>
<i>Four Strunz</i>	<i>Poussières totales</i>	<i>100</i>	<i>350</i>
	<i>Oxydes de soufre (en SO2)</i>	<i>300</i>	<i>1050</i>
	<i>HCl</i>	<i>50</i>	<i>175</i>
	<i>Composés organiques (en carbone total)</i>	<i>20</i>	<i>70</i>
	<i>Cd + Hg + Tl</i>	<i>0,1</i>	<i>si > 1</i>
	<i>As + Se + Te</i>	<i>1</i>	<i>si > 5</i>
	<i>Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn</i>	<i>5</i>	<i>si > 25</i>
	<i>Pb</i>	<i>2</i>	<i>si > 10</i>
<i>Décapage chimique</i>	<i>Acidité totale (en H+)</i>	<i>0,5</i>	<i>4</i>
	<i>Alcalins (en OH-)</i>	<i>10</i>	<i>80</i>

»

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 4 :

Le secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 12 avril 2022

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.